

Donald Trump temporise sur l'immigration

Etats-Unis La séparation des enfants et parents aux frontières est suspendue.

Des condamnations de plus en plus vigoureuses, exprimées par des milieux aussi différents que l'American Medical Association et la Chambre américaine de commerce, ont fini par avoir raison mercredi de l'obstination de Donald Trump. Il a signé un décret qui suspend la séparation des enfants de leurs parents arrêtés pour avoir franchi illégalement la frontière avec le Mexique.

En prévoyant la détention des familles désormais réunies, la mesure mettra fin aux scènes déchirantes auxquelles l'Amérique et le monde, abasourdis, ont été confrontés. Cependant, elle pourrait violer les lois fédérales qui interdisent l'incarcération des mineurs, raison pour laquelle le Congrès se trouvera dans l'obligation de légiférer au plus vite.

Cela ne s'annonce pas simple, la question de l'immigration divisant la classe politique et jusqu'au Parti républicain lui-même. La Maison-Blanche n'avait donc pas d'autre choix que de parer au plus pressé, face à une contestation devenue massive et multiforme.

Cible des opposants à la politique de tolérance zéro à la frontière, la secrétaire à la Sécurité intérieure, Kirstjen Nielsen, avait été conspuée mardi soir, à Washington, par des manifestants qui ont fait irruption dans le restaurant... mexicain où elle avait choisi de dîner. Dans le

même temps, des initiatives citoyennes avaient déjà permis de récolter plusieurs millions de dollars pour financer les recours en justice des migrants arrêtés.

Une autre décision controversée

La veille, l'Amérique de Donald Trump avait envoyé un signal susceptible de ternir un peu plus son image en annonçant son retrait du Conseil des droits de l'homme de l'Onu, et le choix du moment ne devait sans doute rien au hasard. Cela faisait longtemps, en effet, que le Président envisageait de poser ce geste. Les critiques du Conseil contre sa ligne dure sur l'immigration, s'ajoutant à celles d'autres agences spécialisées des Nations unies comme l'Unicef, lui en ont fourni le prétexte.

Pour les mêmes raisons qui avaient poussé Washington à quitter l'Unesco, en octobre dernier, la Maison-Blanche claque la porte du Conseil des droits de l'homme à cause de son hostilité supposée à Israël. Plus largement, toutefois, les Etats-Unis dénoncent "une organisation hypocrite [...] qui fait des droits de l'homme un sujet de moquerie", ainsi que l'a martelé mardi l'ambassadeur à l'Onu, Nikki Haley.

Un Conseil discrédité

Washington n'a cessé de fustiger la présence au Conseil de pays qui violent systématiquement les droits humains. Cette frustration est partagée par tous les pays démocratiques mais, à la suite d'Amnesty International ou de Human Rights Watch, la plupart estiment qu'en dépit de ses imperfections, le

Conseil reste utile pour dénoncer les abus. Il faut donc croire, déplore Kenneth Roth, directeur exécutif de HRW, que "Do-

nald Trump n'est intéressé que par la défense d'Israël".

La politique de la chaise vide est néanmoins risquée car elle laisse le champ libre aux adversaires de celui qui se prive ainsi du moyen d'influencer le débat et l'action. L'URSS s'était mordu les doigts d'avoir boycotté, elle, le Conseil de sécurité, et de n'avoir pas pu empêcher l'intervention – décisive – des Américains dans la guerre de Corée.

Le retrait renforce par ailleurs l'idée que Donald Trump ne peut manifestement plus incarner le "leadership moral" de la planète que les présidents américains aspirent traditionnellement à assumer. Il "ne peut plus parler au nom du monde libre", a estimé mercredi le secrétaire général du Conseil de l'Europe, Thorbjorn Jagland.

Tout cela n'a pas empêché le secrétaire d'Etat, Mike Pompeo, de célébrer mercredi, comme si de rien n'était, la Journée internationale des réfugiés en assurant que l'Amérique continuera de protéger les plus vulnérables, en accord avec "ses valeurs les plus profondément ancrées".

Philippe Paquet

"Je pense que nous avons un problème et nous devons le régler."

Mitch McConnell

Chef de la majorité républicaine au Sénat à propos de la séparation des enfants et des parents à la frontière avec le Mexique.